

Monsieur le président, je suis également heureux de constater que l'honorable ministre de l'Agriculture est en train d'enrayer le dumping des produits agricoles américains. Je sais qu'un sénateur de la Nouvelle-Angleterre a déclaré que les Canadiens avaient un certain droit d'être irrités contre les États-Unis et a demandé qu'on fasse plus attention à la politique économique dans le but d'aider à améliorer les relations canado-américaines. Eh bien, monsieur le président, déjà l'honorable ministre de l'Agriculture,—et cela n'a pas pris 22 ans,—a commencé à enrayer le dumping des produits agricoles en provenance des États-Unis, ce que le gouvernement de nos adversaires n'a pas réussi à faire. Qu'a-t-on fait pour arriver à ce résultat? Eh bien, le gouvernement conservateur a imposé un droit de douane de 13½c. la livre sur les fraises américaines. Le gouvernement conservateur a également empêché le dumping du fromage cheddar américain. Des restrictions sévères furent décrétées en ce qui a trait à l'importation du lait écrémé en poudre en provenance des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. J'encourage l'honorable ministre de l'Agriculture à continuer cette politique; cela ne veut pas dire "brimer les Américains".

Qu'il me soit permis de vous donner un exemple de ce qui se produit sur le marché de Montréal. En pleine saison de production, des centaines et des centaines de chars de légumes provenant des États-Unis sont "dompés" sur le marché de Montréal au moment même où les cultivateurs s'adonnent à la culture maraîchère écoulent leur production sur le même marché. La situation est la même sur les marchés de Toronto et d'ailleurs. Les cultivateurs arrivent au marché avec leurs camions remplis de légumes au moment même où il se fait du dumping par les cultivateurs américains. J'encourage le ministre de l'Agriculture à continuer à enrayer ce dumping. Cela ne veut pas dire qu'on doit brimer qui que ce soit, mais il faut penser aux Canadiens moyens, c'est-à-dire aux cultivateurs canadiens. Quand on pense que le gouvernement de nos adversaires a servi des pommes de terre en provenance des États-Unis aux réfugiés hongrois dans un camp de la Colombie-Britannique! Voilà comment on a traité la classe agricole; on a servi des pommes de terre en provenance des États-Unis à des réfugiés hongrois.

Voilà, monsieur le président, ce qu'ont fait nos adversaires aux cultivateurs canadiens, et ce sont eux qui, aujourd'hui, le tremolo dans la voix,—un peu comme une vierge offensée,—se portent à la défense de la classe agricole. Ils ont servi des pommes de terre en provenance des États-Unis...

Une voix: Parlez-nous des œufs!

[M. Pigeon.]

M. Pigeon: Monsieur le président, si l'honorable député de Drummond-Arthabaska veut faire un discours, qu'il le fasse après moi. Je ne veux pas qu'on m'applique le bâillon.

Monsieur le président, l'honorable ministre du Commerce (M. Churchill) a annoncé il y a quelque temps que le gouvernement venait de permettre, à la suite de pourparlers, l'exportation au Royaume-Uni de plus de pommes fraîches qu'on ne le fait à l'heure actuelle.

La nouvelle politique, au sujet de l'exportation des pommes fraîches au Royaume-Uni permettra de vendre, au cours de juillet et des onze prochains mois, 1,500,000 "hundredweights" (il paraît que le terme ne se traduit pas) de ce produit agricole, soit 300,000 "hundredweights", de juillet à la fin de décembre 1958 et 1,200,000 "hundredweights" de janvier à la fin de juin 1959.

Le gouvernement conservateur n'était au pouvoir que depuis quelques semaines, ou quelques mois seulement, et il a commencé à récupérer ce marché qui avait été perdu. Je dis en toute sincérité, en toute honnêteté, que le marché anglais est vital pour nous, puisque l'Angleterre importe environ 60 p. 100 de ses produits agricoles de l'étranger. Procurons-lui des dollars canadiens et, en retour, la Grande-Bretagne achètera nos excédents de blé, d'œufs et de produits laitiers.

Monsieur le président, j'encourage fortement le gouvernement à reconquérir ce marché. Que s'est-il produit durant la guerre? Le gouvernement libéral a rationné le peuple canadien et il a vendu, à rabais, à la Grande-Bretagne nos produits agricoles, le blé, la viande, les œufs, le lait, le beurre, le fromage, les pommes, etc.

Un contrat nous assurait un marché privilégié en retour de ces sacrifices. Nos honorables amis nous ont alors fait perdre le meilleur marché agricole mondial. Pourtant, à la demande des libéraux, les Canadiens se sont organisés pour accroître leur production; ils ont "capitalisé" afin de répondre aux besoins de ce marché privilégié. Et le gouvernement d'alors n'a pas su leur garder le marché anglais pour leur permettre d'exporter leurs excédents agricoles.

Autrefois, l'Angleterre achetait des pommes de la Nouvelle-Écosse. Ayant perdu le marché anglais, le gouvernement fédéral a dû verser des subventions à ces producteurs afin de leur permettre de remplacer la culture des pommiers par d'autres cultures. L'Angleterre qui achetait son bois de la Colombie-Britannique l'achète d'ailleurs. Elle achète également ailleurs son papier-journal, ses œufs, ses produits laitiers, son blé et sa viande.